

Anne-Marie Crétiéneau
MCF UFR Sciences économiques
GEDES - Université de Poitiers
93 avenue du Recteur Pineau
86022 Poitiers Cedex
anne-marie.cretieneuve@univ-poitiers.fr

Titre de la communication :

Les stratégies de survie individuelles : des enseignements utiles pour une autre approche du développement économique.

Depuis les années 1980, toujours plus nombreux sont les individus qui se trouvent acculés à élaborer une stratégie pour survivre. Et cette situation s'observe quel que soit le niveau de développement économique affiché par le pays. Le recul de l'Etat providence dans un contexte de montée du chômage et de la pauvreté au Nord, les échecs des projets de développement et les programmes d'ajustement structurel imposés au Sud, les stratégies draconiennes de transition à l'économie de marché à l'Est expliquent l'extension d'un même phénomène, les pratiques de survie individuelles, dans des économies qui pourtant diffèrent totalement par leurs performances macroéconomiques, leur système productif, leurs structures socio-économiques et leur organisation sociale, et par leurs ressources de toute nature. Les transformations du marché du travail qui renforcent l'insécurité financière contribuent à étendre ces pratiques aux situations individuelles « non extrêmes ».

Ces pratiques de survie présentent quelques caractéristiques majeures qui montrent qu'elles ne sont pas neutres en terme de développement (partie I). C'est pourquoi il faut porter la réflexion sur l'approche du développement socio-économique qu'inspirent les stratégies de survie individuelles (partie II). S'interroger sur les pratiques de survie n'est pas sans poser des difficultés qui sont de trois ordres :

- d'ordre méthodologique d'abord : la matière première est constituée de monographies, nombreuses et pluri- ou transdisciplinaires ; par prudence et rigueur, les exemples ne peuvent être avancés qu'à titre illustratif ;
- d'ordre théorique ensuite : dans la théorie de l'équilibre général la question de la survie ne se pose pas puisque chacun dispose de dotations initiales, et dans les recherches « hétérodoxes » les rares travaux sur cette question sont restés marginaux et sont considérés comme le fait d' « économistes amateurs » ;
- d'ordre conceptuel enfin : la pensée économique moderne oppose le « développement » à la « survie ». Dans le champ conventionnel de la science économique, la notion de « survie » relève

d'évidences sur lesquelles il est inutile d'épiloguer et intervient seulement quand il s'agit de justifier l'existence d'un système d'assistance sociale aux plus démunis.

Pourtant, et c'est ce que nous proposons de montrer ici, les stratégies individuelles de survie donnent lieu à un développement local qui, parce qu'elles placent l'homme au centre des préoccupations, apparaît plus équilibré économiquement et socialement que les conceptions economicistes ou technocratiques habituelles du développement.

I. LES CARACTERISTIQUES MAJEURES DES PRATIQUES DE SURVIE

Cette partie expose les traits caractéristiques majeurs qui se dégagent des pratiques de survie individuelles. Leur aspect local (notamment la mobilisation de tous les moyens disponibles localement) s'inscrit dans un schéma de *self-reliance*. Leurs aspects socioculturels dessinent une économie « enchâssée dans le social », où la dimension culturelle prend une place fondamentale, la solidarité communautaire est forte, et les valeurs de l'« être » sont réaffirmées (par opposition aux seules valeurs de l'« avoir »). La hiérarchisation des savoirs et des savoir-faire, tout comme leur transmission, s'établit selon leur aptitude respective à résoudre les problèmes de la vie. Ces pratiques produisent ainsi des économies de subsistance modernes, où se développent l'économie et la finance informelle et de nouveaux conflits de classe (dont le conflit avec l'Etat).

1.1 La dimension locale

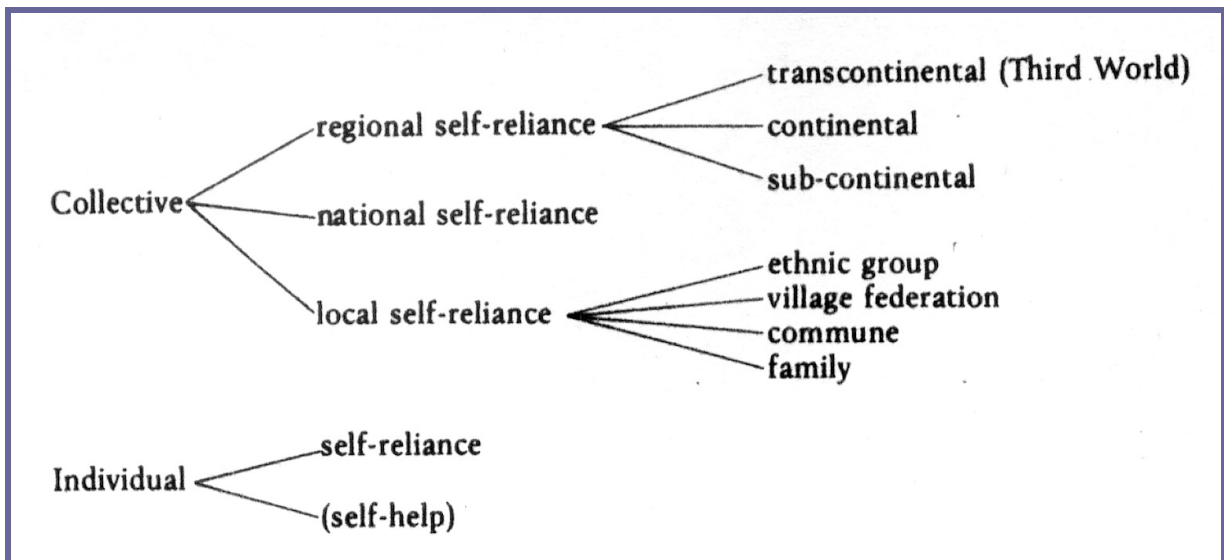
La dimension spatiale pertinente pour saisir les pratiques de survie est celle qui correspond à l'échelle humaine, c'est la dimension locale. Elle est locale pour deux raisons : d'une part, il s'agit d'activités de production et d'échanges qui prennent place dans un rayon spatial limité ; d'autre part, ces stratégies cherchent à mettre en relation la satisfaction des besoins fondamentaux (et sociaux) locaux et l'ensemble des moyens locaux (y compris extra-économiques) susceptibles d'être mobilisés à cette fin. La stratégie de survie élaborée par les individus dépend donc du milieu spatial dans lequel doit se faire sa mise en œuvre et des ressources de toute nature que ce milieu offre. On ne peut donc établir une liste exhaustive des moyens mobilisables. En outre ceux-là varient beaucoup d'un endroit à un autre : dans le cadre urbain, où il n'est pas possible de produire, chasser ou cueillir comme en espace rural, la « débrouille » et l'ingéniosité seront sollicitées et il y aura appropriation de l'espace public pour en faire un espace domestique donc un territoire privé¹. Les pratiques de survie s'observent autant dans des zones réputées inhospitalières comme les régions désertiques que dans les bidonvilles des vastes

¹Comme le précise Zeneidi-Henry (2002), pp. 204-207, cette appropriation se réalise à travers « le détournement des usages premiers de l'espace public et en particulier du mobilier urbain ». Cette transformation se fait au rythme du temps biologique et relativement à l'intimité. L'intimité exposée, par le sommeil par exemple, vient marquer la territorialisation, l'espace privatisé.

espaces urbains (au Nord comme au Sud). « Formidable défi à l'impossible » (expression de Vershave, 1994), elles ont en commun de frapper l'imagination et de fonctionner là où l'économiste et l'ingénieur social n'ont jamais obtenu de résultat honorable.

Pour définir plus précisément ce niveau local et obtenir une articulation satisfaisante entre le niveau des actions individuelles et la dimension sociale qu'acquière ces pratiques, on dispose des travaux sur la *self-reliance*. Le schéma ci-dessous expose les différents niveaux de la *self-reliance*, terme imparfaitement traduit par « autonomie sociale » (Rist, 1996).

Schéma : les différents niveaux de la « self-reliance »



Source : R. Preiswerk, "Introduction", in J. Galtung, P. O'Brien and R. Preiswerk (eds), *Self-reliance. A Strategy for Development*, London, Bogle-L'Ouverture Publications Ltd, 1980, p. 14.

La *self-reliance* locale comprend elle-même plusieurs niveaux, dont la famille, la communauté, la fédération de village puis le groupe ethnique. La *self-reliance* signifie autonomie c'est-à-dire compter sur soi-même et non autarcie (se replier sur soi). La *self-reliance* locale n'exclut pas la *self-reliance* individuelle. Au contraire cette dernière est fondamentale car l'articulation entre tous les niveaux, y compris national et régional, est facilitée si l'individu n'est pas perdu de vue (Galtung, O'Brien, Preiswerk, 1980). La *self-reliance* individuelle s'appuie sur la notion de *self-help* (s'aider soi-même) mais l'auto-assistance, l'autonomie de l'individu ne sont pas dans une problématique de survie indépendantes du niveau collectif². Loin de l'égoïsme que présuppose la pensée économique néo-classique, la mobilisation de chacun servira des intérêts qui sont en partie communs au groupe. Le groupe qui assure l'articulation avec la *community self-reliance* est la famille, car la stratégie mise en

² On recourt à cette notion de self-help dans la microfinance. En Inde les « Self-Help Groups » sont des groupes d'épargnants et d'emprunteurs d'au plus vingt personnes (Palier, 2002).

œuvre par la famille va s'intégrer dans un réseau d'échanges locaux. On peut observer alors un développement économique communautaire dans le sens où il y a définition par une communauté de ses problèmes économiques et mise en œuvre d'initiatives qui y répondent (Demazière, 1996).

Le « global » devient ainsi une résultante du « local » suivant un schéma qui rappelle les trois étages de Braudel (Vershave, 1994) : la « civilisation matérielle » (l'économie de subsistance), l'économie de marché (local) et l'« économie-monde » (la macroéconomie organisée). L'interdépendance et la communication entre les étages n'empêchent pas chacun de réaffirmer son pouvoir de décision. Notamment, les pratiques de survie renforcent l'économie de subsistance et, par l'extension des microactivités, l'économie de marché local. Il peut donc y avoir tension entre les étages et impossibilité pour le niveau global de régir les actions locales. *Penser globalement, agir localement* est un slogan qui laisse de côté l'Etat et qui traduit le recul de la providence qu'il représentait auparavant pour les personnes en difficulté.

1.2 La dimension socio-culturelle

Dans les pratiques de survie, le « passager clandestin » (au sens de la théorie économique) ne peut exister, car tôt ou tard son individualisme (« de type néo-classique ») l'exclurait du groupe. La primauté des liens de solidarité communautaire répond au besoin d'un dispositif de subsistance, que l'on cherche à préserver ces liens comme dans une société traditionnelle ou à les recréer comme dans les groupes exclus dans la société moderne. Les actions qu'elles soient d'ordre économique, social ou même affectif doivent servir l'autonomie communautaire. Cette économie « néo-clanique » mobilise toutes les ressources dont l'argent, mais aussi les relations et la mémoire des relations au service de la survie.

Le fait de compter sur soi-même pour survivre réhabilite, au sein de la communauté, l'identification et l'initiation. L'identification implique une rupture avec l'*homo oeconomicus*, puisque ce n'est plus la seule fonction économique des individus qui détermine leur place dans les réseaux de production et d'échanges. L'initiation devient indispensable dans la mesure où l'éducation moderne délivrée par le système scolaire ne s'appuie pas sur un système de valeurs intégrées (sociales, économiques et écologiques) et suppose la prise en charge institutionnelle des personnes à éduquer. L'apprentissage se fait par la vie et par l'action et les personnes sont réceptives à tout ce qui a du sens pour eux et pour la communauté à laquelle ils appartiennent.

Les problèmes de la survie et donc de la vie tels que les ressentent les individus concernés quand ils se décident à « aimer leur problème », ne sont pas ceux que leur attribuent les ingénieurs sociaux attachés à l'idée d'une certaine existence objective des problèmes sociaux. La hiérarchie des savoirs et des savoir-faire qui va s'établir selon leur aptitude respective à résoudre les problèmes de la vie peut donc diverger sensiblement de celle du système scolaire et culturel moderne. Se mettent spontanément en place une

diffusion et un échange de ces savoirs “utiles” où les professeurs sont les individus eux-mêmes, et où règne le principe de sélectivité culturelle. C’est pourquoi des illettrés dans des bidonvilles du Nord ou même du Sud deviennent plus « aptes » à se servir eux-mêmes directement sur les réseaux de distribution d’eau ou d’électricité. L’énergie déployée pour la survie dans des réseaux locaux crée un processus d’apprentissage qui peut aller jusqu’à réinventer la modernité (par exemple, la “re-fabrication” de voitures à Dakar ou la re-confection de vêtements à New York). Cette “nouvelle culture”, cet esprit néo-communautaire créent à leur tour de nouveaux moyens de survie et de vie, induisant un développement a priori sans limites des activités informelles.

Dans un problématique de survie, la spécialisation étroite des individus n’est pas jugée une bonne chose. Chacun doit acquérir l’ensemble des compétences qui lui permettent de satisfaire ses besoins. On renoue avec l’éducation en tant que produit d’une relation intime avec la communauté et l’environnement : l’éducation est rattachée à un lieu. En même temps, et c’est ce qui lui donne un caractère « post-moderne », pour un usage efficace des ressources, l’éducation dispense un savoir adapté à la société technologique. Il ne s’agit donc pas d’une opposition simple avec l’éducation moderne qui délivre un savoir universel et synthétique, sans lien avec l’expérience quotidienne et l’environnement spécifique. Celle-ci, ignorant les ressources locales y compris dans les contrées les plus éloignées du monde occidental, met les individus en compétition en créant des pénuries, dont celle du travail rémunéré (salarié), et exalte un modèle qui dévalorise les savoirs et savoir-faire ainsi que le mode de vie traditionnels (Norberg-Hodge, 2002). C’est sur le dépassement de cette éducation moderne que s’appuie le plus souvent aujourd’hui la mise en oeuvre de stratégies de survie individuelles. Par exemple, le site web « squat.net » a été créé par des Allemands pour diffuser la culture et la philosophie des squats et surtout constituer une force pour s’opposer à leur disparition. Selon les squatters militants, la technologie actuelle, et internet en particulier, offre des moyens d’information et de communication bien supérieurs à ceux des médias traditionnels (qui seraient incapables de réelle neutralité sur cette question).

Dans son enquête de terrain, A. Tarrus (2002) montre que dans ce qu’il nomme « la mondialisation par le bas » l’échange marchand est central mais s’appuie sur des éléments d’ordre culturel, dont l’honneur et la parole de quelques uns, le côté mafieux voire violent de certains autres, et surtout la capacité des personnes à se construire comme sujets de leur existence, à donner un sens à cette existence et à maîtriser leur parcours. C’est ce qui lui permet de parler de la mondialisation comme d’un phénomène « chaud » et de rompre avec un discours en termes de décomposition culturelle, et d’inégalités et d’exclusion sociales. La mondialisation économique apparaît comme un phénomène *total* c’est-à-dire qu’il n’est pas seulement un phénomène économique, il est également social, culturel et présente même une dimension morale : la production et le déploiement de lien social accompagnent inévitablement l’échange marchand et l’activité économique, parce que pour que ceux-là soient possibles, il faut des

acteurs qui se prennent en charge, vivent, se rencontrent, et qui sont donc prêts à inventer de nouvelles façons de vivre et d'être en contact. Des relations totalement imprévues peuvent s'établir dans des réseaux d'échanges de biens ou autres plus ou moins légaux (mécanique auto, électroménager, vêtements, mais aussi drogue, prostitution...). On peut ainsi voir des « notaires informels » (dont la fonction est importante pour faire respecter les règles du jeu commercial) se mêler à des « commerçants en tous genres », des fonctionnaires plus ou moins corrompus, des « religieux »... (Tarrus, 2002). Serge Latouche (CIEPAD, 1994) insiste à propos de l'informel sur le fait qu'il ne s'agit pas là d'une autre économie, mais bien plutôt d'une autre société : *“l'économique n'y est pas autonomisé en tant que tel. Il est dissout, enchâssé dans le social”*. Les stratégies de survie produisent en fait davantage du lien social que des biens économiques. La question de l'intégration sociale ne peut plus se poser dans les mêmes termes que d'habitude : les individus exclus n'ont-ils pas plutôt intérêt à participer à ces réseaux de production et d'échange du « rez-de-chaussée » qui leur offrent la possibilité de se construire et de se poser en tant qu'acteur plutôt que de s'évertuer à intégrer une société qui apparaît aujourd'hui très fermée ?

Le développement économique communautaire provoque un éclatement des divisions conceptuelles traditionnelles telles que production contre consommation, espace vécu contre espace économique, travail contre loisirs, emploi contre chômage, les hommes contre la nature. Et dans la relation entre la communauté et la société, d'autres divisions sont amenées à disparaître : enseignant/enseigné ou assistant/assisté. La nuance entre se nourrir et être nourri devient fondamentale et la honte de l'assistance monte en même temps que la demande de dignité humaine. L'importance de la dimension symbolique dans ces échanges est telle qu'elle inviterait à y voir une nouvelle forme de sociabilité là où certains y décèleraient les manifestations d'un capitalisme sauvage.

1.3 La dimension informelle et les aspects politiques

L'économie informelle recouvre des activités très diverses qui ont en commun de se soustraire au regard de l'Etat. Les logiques de ces activités sont elles-mêmes très diverses car elles respectent ou non les règles du marché ou celles de la légalité. C'est tout un spectre d'activités qui procurent, en plus des ressources matérielles, une certaine reconnaissance et une dignité que l'économie formelle avec sa logique économique pure n'apporte pas aux exclus. Le flou statistique entoure ces activités économiques. Dans les pays en développement l'informel représenterait “jusqu'à 50%, 60%, 80% de la population active ?” (Assidon, 1992). Dans l'informel, pour reprendre les termes de Serge Latouche (in CIEPAD, 1994), « on est ingénieux sans être ingénieur, industriels sans être industriel, entreprenant sans être entrepreneur ». Les « naufragés de l'informel » (Latouche, 1993) rejoignent les « résistants » des sociétés traditionnelles parce que « l'occidentalisation du monde » échoue aussi à l'intérieur du monde développé et pas seulement au dehors. La lutte pour la survie est avant tout économique dans le

sens où elle n'est pas nécessairement motivée par des objectifs de prestige social ou de pouvoir politique. La dimension socio-politique des pratiques de survie n'intervient qu'en tant que phénomène induit, comme conséquence de l'auto-organisation des individus.

En ville, la réinvention d'un territoire par la création d'un espace domestique dans l'espace public montre qu'un individu peut facilement travestir le mobilier urbain, un banc par exemple en lit. Face à ce pouvoir d'appropriation dont disposent les personnes à la rue, beaucoup de municipalités en France (sous la pression souvent des commerçants) décident de limiter le mobilier susceptible de constituer des éléments de fixation des territoires. C'est ainsi que pour freiner la privatisation d'espaces, qui par essence sont publics et donc en principe interdisent le privatif, les municipalités peuvent en arriver à réduire au minimum ce qui est appropriable (les bancs par exemple). Pourtant, cette territorialisation est peut-être déjà en train de produire un « nouvel espace public » plus éclaté, avec une concurrence plus forte du fait des individualités. Pour définir cet espace, on peut, comme ce fut le cas aux Etats-Unis (dans le Connecticut), renforcer la dimension symbolique du privé en s'appuyant sur une redéfinition de la *privacy* (intimité) et exiger ainsi le respect de l'autre, de celui qui a fait de la rue un espace habitable (certes sans l'organisation domestique moderne qui correspond à la représentation commune). En général, l'institutionnalisation de ces nouveaux espaces domestiques rencontre des difficultés insurmontables pour les pouvoirs publics, et les efforts dans ce sens débouchent souvent sur une « sorte d'esthétisation de la misère » (Zeneidi-Henry, 2002). Et une idée comme celle de créer des balises de survie en espace (public) urbain (du philosophe P. Virilio) se heurte à la volonté (faite nécessité) de planifier le développement des villes et d'optimiser les décisions en matière de logement social.

Le nomadisme qu'il soit le fait des personnes sans logis dans les sociétés industrialisées ou celui des peuples des autres sociétés (les Touaregs par exemple) est toujours considéré comme relevant de la barbarie et d'un refus de civilisation. Il est, ainsi que le souligne Maffesoli (1997), « totalement antithétique à la forme de l'Etat moderne ». Et l'errance, comme en témoigne les mesures prises par certaines villes, devient rapidement un fléau politique. C'est une « remise en ordre public » que demandent alors les sédentaires qui sentent leur territoire menacé par le pouvoir que s'accordent les errants quand ils s'approprient l'espace public³. Au-delà, c'est l'essence politique de l'espace public qui est en jeu, et avec elle la démocratie puisque la question est de savoir si l'appropriation de cet espace doit respecter un certain ordre (éviter notamment les rassemblements « spontanés »), voire se limiter à des interactions privées (dans le domaine des loisirs par exemple). Du côté des exclus, la rue peut devenir un territoire politique sans qu'il y ait une conscience politique construite avec réflexion sur leurs conditions de vie et la société qui les marginalise, tout simplement parce que leur territoire coïncide avec l'espace où s'expriment aisément l'insatisfaction, le mécontentement et les conflits. Et

³ On parle de « territoire circulatoire » quand on est « d'ici, de là-bas, d'ici et de là-bas à la fois » (Tarrus, 2002).

dans tous les cas dès qu'il y a déploiement d'actions pour répondre aux exigences de survie, comme il s'agit d'actions globales, elles comportent toujours un caractère politique.

Le fait que la préoccupation première des personnes démunies soit leur propre survie au quotidien les pousse à la réappropriation directe de biens et services dont elles ont besoin. S'il s'agit de contre-pouvoirs qui émergent hors des mouvements politiques organisés, certaines initiatives comme des squats visent une transformation radicale du système socio-économique⁴. En s'organisant et en se dotant de valeurs et de règles communes, les individus squatters ne cherchent plus seulement à survivre ou à défendre la culture de survie (qui met en exergue la liberté), ils cherchent à promouvoir toute une philosophie du changement social portée par ces nouvelles formes d'organisations. Dans le squat militant on ne se contente plus de rechercher un lieu à territorialiser (un abri de fortune), on construit des lieux de créativité sans s'encombrer a priori des limites fixées par l'Etat entre la légalité et l'illégalité, puis on espère une reconnaissance institutionnelle du squat (Zeneidi-Henry, 2002).

Avant d'être une stratégie alternative pour un « mieux-développement », et que ce soit du point de vue de la nourriture, de la santé, de l'éducation ou même des « besoins » techniques et technologiques, l'auto-organisation, la *self-reliance* apportent une vie meilleure à tous les laissés-pour-compte de la société actuelle et victimes du « mal-développement » (sur- et sous- développement) (Galtung, O'Brien, Preiswerk, 1980).

II. QUELQUES PISTES POUR UNE AUTRE APPROCHE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Cette seconde partie veut dégager l'approche du développement économique que viennent inspirer les stratégies de survie mises en œuvre dans le monde actuel. Le modèle évident dont elles se rapprochent le plus est celui de la société dite primitive, archétype dans la pensée occidentale du « non-développement ». Un autre modèle, qui retrouve en raison de ces « utopies de terrain » et de leur système de valeurs intégrées une certaine actualité, est le modèle de développement de Gandhi. Plus généralement l'approche du développement qui découle de la problématique de survie des hommes est celle de l' « utopie réalisable », les ambitions semblent modestes mais elles sont à la fois sociales,

⁴ Un texte intitulé "à quoi sert un squat, du point de vue de la transformation radicale de ce monde?" diffusé sur le site : <http://squat.fr> développe l'idée que la forme d'appropriation de l'espace et l'autogestion dans des squats, en transformant la réalité (nouvelles institutions pour répondre à de nouvelles nécessités) provoquent un changement social en faveur d'intérêts collectifs qui sont dissociés voire s'opposent à « l'intérêt général de l'Etat et du capital ».

économiques et écologiques ; c'est une forme d'économie morale qui peut donner lieu à un développement endogène en rupture avec la pensée économique orthodoxe du développement.

2.1 Le modèle primitif de l'économie de subsistance

Les économies de subsistance dans leur version primitive sont exclues du champ de l'économie du développement. Celle-ci les a considérées économiquement stationnaires, socialement archaïques, culturellement pauvres et politiquement frustes. Non seulement ce sont des sociétés sans intérêt pour *“les économistes du développement [qui] ne sont pas plus portés sur l'anthropologie économique que les autres économistes”* (Lewis, 1984), mais il s'agit de sortir de cette société de subsistance pour sortir l'humanité des inconvénients de l'état d'homme (Illich, 1981). Les mêmes postulats sont posés à propos des économies de subsistance modernes produites par les stratégies actuelles de survie et donnent lieu à des analyses en termes de « résistance au développement et à la modernité », de « survivance de pratiques et de mentalités ancestrales » ou même de « régressions culturelles ». Dans une problématique de survie des hommes « tous les moyens sont bons », mais la survie n'est pas une question exclusivement matérielle.

Dans la littérature scientifique, les sociétés de subsistance ont longtemps été caractérisées par des manques et notamment par le manque d'échanges marchands et le manque d'Etat. C'est la définition de l'abondance dans la société industrielle (Sahlins, 1976) qui explique ce jugement négatif porté sur les sociétés traditionnelles : en supposant des fins illimitées, les moyens pour les satisfaire sont nécessairement relativement rares. On crée ainsi la peur de la rareté et l'assujettissement aux choses matérielles : pour subsister et vivre, il faut désormais vendre sa force de travail au secteur de la production dont le développement apparaît en retour comme une condition « *sine qua non* de la survie de chacun ». Une société a toujours le mode de production adapté à sa propre conception du minimum vital. Avec leur conception des besoins illimités des hommes et le dogme du minimum vital croissant, les sociétés qui ont connu la révolution industrielle ont intérêt à développer toujours davantage les techniques et la production. Toutes les activités humaines, et pas seulement le travail, relèvent du domaine de la nécessité et s'appuient sur le monde matériel, y compris la pensée et l'action des hommes pour construire durablement un monde commun. L'économie entraîne tous les secteurs dans son sillage et la pratique sociale de l'échange se généralise, s'étendant à la force de travail (l'homme) et à la terre (la nature) » (Dupuy et Robert, 1976). La société individualiste peut se trouver ainsi confrontée au problème social que pose la « pauvreté économique de personnes » (notamment quand le travail se fait plus rare), alors que dans une société traditionnelle ce serait le groupe d'appartenance qui serait riche ou pauvre (Latouche, 1998).

La question de la rareté ne se pose pas en fait dans une société qui a une conception des besoins limités des hommes. Et si l'accumulation matérielle n'est pas recherchée en général dans les sociétés traditionnelles, ce n'est pas parce qu'elles sont incapables de produire un surplus économique. La sous-utilisation des facteurs de production le permettrait, mais il s'agit seulement de doter les hommes de la technique nécessaire pour « une maîtrise du milieu naturel *adaptée et relative à leurs besoins* » et non pour une maîtrise absolue de la nature (Clastres, 1974). En ce sens il n'y a pas d'infériorité technique, puisque ces sociétés « démontrent une capacité de satisfaire leurs besoins au moins égale à celle dont s'enorgueillit la société industrielle et technicienne ». L'activité productive ne s'autonomise pas du champ social : le refus d'un surplus empêche l'émergence d'une classe qui n'aurait pas à assumer sa propre condition matérielle d'existence. L'accueil réservé à une innovation technologique dépend également de la façon dont elle s'inscrit dans l'échelle sociale des priorités. Les économies de subsistance atteignent ainsi un tout autre équilibre « production -techniques-travail- besoins » et sans gaspillage du travail humain et des ressources naturelles, celui-ci n'étant pas indispensable à la survie de l'espèce humaine.

Dans les économies de subsistance la culture vient répondre aux exigences de la survie des hommes et des groupes humains. Comme il y a refus du travail aliéné, la survie de chacun va exiger l'accès de tous aux outils et au savoir-faire nécessaires (Sahlins, 1976). La culture est adaptée de façon générale aux conditions matérielles d'existence, mais les hommes ne sont pas des machines biologiques et peuvent avoir d'autres besoins que ceux purement physiologiques : la dignité, l'identité, l'autonomie de pensée et la liberté peuvent être considérées vitales au même titre que la nourriture, la santé et l'éducation. Par opposition aux « valeurs de progrès » dans la société industrielle qui valorisent « l'avoir », les « valeurs de survie » se fondent sur la survie de « l'être », conçue « naturellement » sur une longue période (Bonnemaison, 1991). La survie de l'individu est dépendante de la survie du groupe⁵ et de l'espèce humaine⁶ ; la société primitive doit donc cultiver une certaine capacité à s'adapter au changement, même si, dans son cas, le changement ne correspond pas à un projet, à une catégorie réfléchie (en l'absence de connaissance rationnelle du monde).

L'économie de subsistance offre probablement le modèle le plus abouti de la « durabilité » à la fois sociale et écologique du développement des sociétés. Mais elle représente pour les occidentaux en général et l'économiste en particulier le prototype de la société totalement hermétique au développement économique, incapable de mobiliser l'ensemble de ses ressources productives sur l'objectif de maximisation d'une croissance économique nationale. Limite plus profonde, elle fournit un modèle utopique dans le sens où il ne serait que l'apologie d'un « bonheur » irrémédiablement perdu,

⁵ De bonnes relations familiales et communautaires sont considérées vitales pour l'individu, comme l'illustre l'exemple du Ladakh (Norberg-Hodge, 2002).

⁶ Ce qui, par exemple, oblige les Iroquois, à penser en permanence au bien-être des sept générations suivantes.

sauf si nous considérons, suivant en cela D. Perrot (1991), que « face au développement insensé parce que non maîtrisé socialement, nous sommes tous – à des degrés bien entendu divers – des *peuples autochtones* menacés sur le seul territoire que nous ayons à notre disposition ».

2.2 Le modèle de développement de Gandhi

C'est Gandhi lui-même qui se qualifiait d' « économiste amateur ». Pourtant son modèle de développement offrait une troisième voie entre le capitalisme occidental et le communisme de type soviétique. Souvent considéré comme une forme « dégénérée » de stratégie socialiste du développement, assimilé parfois au maoïsme, le socialisme de type humaniste que porte le modèle de Gandhi n'a pas été vu comme une alternative crédible. Les expériences ratées de développement autocentré, d'autonomie sociale comme dans la Tanzanie de Nyerere (Rist, 1996) ont emporté un modèle qui mettait la réalisation de l'homme, plutôt que la production matérielle, au cœur même du développement. Stratégie conçue au départ pour l'Inde, l'éthique et la philosophie du développement en font un modèle applicable dans des conditions géographiques et culturelles différentes. Malgré ses ambitions modestes, cette philosophie orientée vers l'action peut donner lieu à une forme d'économie morale. La recherche d'autonomie concerne d'abord l'individu et s'applique ensuite à la famille, au village, à la région, ..., à la nation (les échanges internationaux sont possibles pour se procurer notamment ce dont on a besoin). L'autosuffisance dans les villages fait appel à deux principes combinés, *swadeshi* et *sarvodaya*⁷, qui garantissent que le travail n'est pas orienté vers l'accumulation, l'exploitation et l'exclusion. L'industrie peut se développer tant qu'elle ne restreint pas l'emploi disponible. On obtient alors une organisation économique par cercles concentriques où l'homme ne saurait être perdu de vue. Cela signifie que contre la bureaucratie susceptible d'émerger dans une telle organisation les niveaux inférieurs doivent pouvoir exercer un réel pouvoir, qu'il faut donc s'opposer à toute réglementation qui touche la vie des individus. Le gouvernement doit s'assurer que le développement au niveau du village sera le produit des initiatives locales et de l'action des personnes concernées et que les mesures protectionnistes sont prises pour promouvoir l'autonomie de la nation.

Avec le modèle de Gandhi, on a un modèle de développement humain et local où le développement endogène se confond avec le « développement indigène » et qui rejoint les « utopies de terrain » (*down-to-earth-utopia*). Le *swadhyaya* s'est répandu en Inde (même si le modèle de Gandhi n'a pas été appliqué en tant que tel) ; en même temps, c'est une autre conception du monde et du développement de la nation qui a émergé : au lieu d'appliquer des stratégies « toutes faites » importées qui échouent, de caresser les chimères d'une économie de marché développée fournie clés en main, les *Swadhyayees*

⁷ Le principe de *swadeshi* nous pousse à utiliser et à être au service de notre environnement immédiat et à exclure le plus éloigné. A ce principe d'intériorité/endogénéité, important pour assurer un développement local, s'ajoute la recherche de l'amélioration des conditions sociales de tous (principe de *sarvodaya*).

préfèrent compter sur eux-mêmes pour survivre et même prospérer. Ils refusent donc l'aide financière ou même technique extérieure qui véhicule l'idéologie des besoins insatiables.

2.3 Les utopies réalisables

“A l'échelle mondiale, des centaines de millions de sans-domicile fixe expulsés de l'économie⁸ sont obligés de réinventer des moyens de subsister sans ressources monétaires. (...) Nous commençons aussi à mesurer l'irréalité de la modélisation économique, qui ne prend en considération que les quantités produites et consommées au détriment de l'essentiel, c'est-à-dire la manifestation de la Vie, en particulier la capacité de survivre” (Gaudin, 1997). Des modèles proches par l'éthique du modèle de Gandhi émergent du terrain, bien que les conditions géographiques et culturelles n'aient rien à voir avec l'Inde. Ces actions concrètes de développement économique sont au départ des micro-projets ; ils sont le fait de petites communautés animées par une vision « organique » des choses, puisque les hommes sont conçus comme des composants d'un écosystème plus large. De telles actions ont été par exemple menées par le Carrefour International d'Échanges de Pratiques Appliquées au Développement (CIEPAD) : partant du constat qu'il y a diffusion de représentations mentales qui éloignent les individus des valeurs de survie et sans cesse création de nouveaux besoins, que les êtres humains « à faible capacité technologique » sont dans les sociétés industrialisées privés des moyens d'assumer leur survie alimentaire, que le système productif est totalement inféodé à une logique qui n'est pas celle du développement humain, qu'il faut agir en faveur de la mise en valeur des ressources dont dispose chaque groupe humain sur son territoire, le CIEPAD a lancé des micro-projets de développement dans le Nord comme au Sud qui relèvent de l'agroécologie, suivant le mot d'ordre « produire et consommer localement »⁹. L'objectif de telles initiatives est la sécurité alimentaire d'une communauté humaine et la préservation de ses ressources. Celles-ci comprennent la terre, l'eau, les végétaux, les animaux et les minéraux, tous les savoirs et savoir-faire et également les capacités d'adaptation et d'innovation de la société humaine. L'éducation acquiert une importance fondamentale dans de tels projets car c'est elle qui dotera chacun des moyens de sa survie, en rassemblant, tout en assurant leur cohérence, les acquis positifs de la modernité et les savoirs et savoir-faire traditionnels. Comme dans le modèle de Gandhi, ce n'est pas le confinement autarcique des groupes (les familles par exemple) qui est recherché ; on aura plutôt des « autonomies interconnectées », l'échange pouvant permettre aux communautés humaines de se procurer les ressources dont elles ont absolument besoin et qui leur font défaut sur leur territoire (Crétiéneau, 2002). Les micro-projets de développement fondés sur l'agroécologie comportent des choix économiques, sociaux, écologiques et éthiques.

⁸ Il sépare l'économie de l'“auto-production” et du “hors-marché”, car notamment “l'essentiel n'a pas de prix et n'est pas à vendre”.

⁹ Dans les années 1990, sur le site du CIEPAD près de Montpellier, des familles ont pratiqué l'agroécologie.

Calqués sur les pratiques quotidiennes de survie, les modèles de développement économique se situent hors des options idéologiques traditionnelles, ne donnent pas lieu à de vastes programmes de transformation socio-économique nationaux ou internationaux. L'action redimensionnée à l'échelle humaine donne un « développement par le bas ». Dans son étude sur Belsunce, A. Tarrus (2002) affirme : « Il n'est pas de lieu où s'installent les groupes de nomades qui ne subvertisse, en les ignorant, les logiques locales. Quels que soient les appétits des dispositifs étatiques – qui mobilisent et démobilisent hommes et capitaux – un groupe identitaire, ou commercial (...), peut créer un lien social générateur de formidables énergies. Cette source transcende la dimension économique et politique des stratégies économiques dites « officielles ». Les individus ne sont plus seulement *objets* de flux (...). Ces nomades ne sont pas coincés entre économie et politique, avec ce que cette situation implique de calculs stratégiques ». C'est le caractère endogène du développement économique induit par l'éco-socialité, elle-même produite par ce puissant lien social et moral qui unit les individus, qui vient frapper l'imagination du « praticien du développement ». Lui est porté par la culture économique et l'idée qu'il est chargé d'une mission civilisatrice. Comment peut-il définir le cadre d'intervention pertinent, c'est-à-dire celui qui respecterait les principes de survie et notamment la définition et la prise en charge par une communauté de ses problèmes de vie, et permettrait également aux acteurs d'évoluer librement ?

De façon générale, toute dynamique socio-économique enclenchée sur un territoire peut aboutir à des conflits avec l'Etat. Rappelons que lors du procès de Foix en 1997, les systèmes d'échanges locaux ont été présentés comme de l'incivisme social, parce qu'il ne respectaient pas, au dire du jugement, l'intérêt général, la solidarité nationale, le travail légitime, la monnaie et les règles de l'économie de marché. Les utopies de terrain peuvent se transformer en « révolution silencieuse » quand l'auto-organisation se déploie et fait fi des lois. Il s'ensuit une double question : quel cadre institutionnel créer pour faciliter l'émergence d'initiatives locales ? Notre système de démocratie représentative est-il prêt à reconnaître ces formes de contre-pouvoirs ?¹⁰

La montée de l'informel est à considérer comme un « échec au droit » (Vershave, 1994). Mais la révolution informelle dans le tiers monde, pour reprendre les termes d'H. de Soto (1994), vient de ce que les marginalisés et les insatisfaits se rejoignent sur des intérêts communs et vont trouver une identité de classe dans l'interprétation sociale de leur vécu. Le cadre légal et réglementaire prévu pour les activités importe peu aux yeux des acteurs, qui multiplient ainsi les « zones grises ». Pour H. de Soto, le défi à relever est de régulariser ces activités non par une « formalisation forcée » ou une sur-réglementation, mais par des lois « endogènes »¹¹. Le cadre institutionnel cherche ainsi à répondre aux mieux aux besoins des individus pour leurs activités économiques. C'est pourquoi la possibilité

¹⁰ I. Guérin, J.-M. Servet et D. Vallat in J.-M. Servet (dir.) [1999] insistent par exemple sur le fait que « *la finance décentralisée est un instrument de développement local qui n'est ni de droite, ni de gauche* ».

¹¹ H. de Soto a ainsi fait passer environ 400 lois et règlements allant dans ce sens quand il exerçait ses fonctions à la Banque centrale péruvienne.

d'exercer un deuxième emploi, de créer son emploi¹², la possession d'un lopin de terre ou d'un petit commerce peuvent devenir des moyens essentiels de survie, comme ce fut le cas dans des économies postsocialistes en transition (Rousselet, 1996). La redistribution de terres (préconisée dans différentes régions du monde) s'inscrit dans cette logique d'adaptation. Pour une société, l'enjeu est important parce que maîtriser sa consommation matérielle reste dans une certaine mesure une action individuelle ou collective possible qui peut s'avérer efficace dans une stratégie de survie. La notion de « frugalité » qui se situe hors du paradigme richesse/pauvreté rend compte de cette arme dont chacun dispose encore contre un système qu'il désapprouve (Bruckner, 2002).

CONCLUSION

Les stratégies de survie mises en œuvre aujourd'hui par les exclus en tous lieux produisent des économies de subsistance modernes. Sur bien des points (leur dimension locale, leurs aspects socio-culturels, leur caractère informel), elles invitent à s'inspirer des sociétés primitives, ce qui est exclu dans une vision du « développement par le haut ». L'autre piste importante pour un « développement par le bas » est le modèle de Gandhi car il met l'homme au cœur de l'économie. C'est le même esprit qui se retrouve dans les projets de développement de type « utopies réalisables ». Partant des besoins de la vie humaine sur un espace donné, les individus eux-mêmes et ensemble réinventent les moyens de subsister et de construire leur existence. Ces initiatives vitales et locales peuvent donner lieu à un développement économique communautaire et enclencher une dynamique socio-politique de démocratie locale, solidaire et participative. Pour considérer qu'il peut s'agir d'une piste à suivre en matière de développement, les chercheurs en sciences sociales ont d'abord besoin de se déshabituer de penser les processus à l'échelle de l'Etat.

BIBLIOGRAPHIE :

- ASSIDON E. (1992). *Les théories économiques du développement*. Paris, La Découverte.
- BONNEMAISON J. (1991). “Le développement est un exotisme. Détachement et fascination d'une île mélanésienne”. *Ethnies*, n°13, printemps, pp. 12-17.
- BRUCKNER P. (2002), *Misère de la prospérité. La religion marchande et ses ennemis*, Paris, Grasset.
- CHATTOPADHYAYA S. (2002), “Sustainable development : perspective from a developing country context Kerala, India”, in ORCADES, *Les enjeux du développement durable*, Poitiers.
- C.I.E.P.A.D. (1994). *Les semences du changement. Le rapport à l'économie et à l'argent*. Rencontres d'été 94.
- CLASTRES P. (1974). *La société contre l'Etat. Recherches d'anthropologie politique*. Paris, Les éditions de Minuit.
- CRETIENEAU A.M. (2003), “Le développement en termes de stratégie de survie individuelle : typologie et pistes pour la modélisation”, in MAGORD A., *L'Acadie plurielle. Dynamiques identitaires collectives et développement au sein des réalités acadiennes*, IEAQ et Université de Moncton, pp. 809-836.

¹² Cf de Ravignan, 1999.

- CRETIENEAU A.M. (2002), "Les aspects politiques des projets de survie des hommes et de la nature", in ORCADES, *Les enjeux du développement durable*, Poitiers, pp.155-159.
- DEMAZIERE C. (ed.) (1996). *Du local au global. Les initiatives locales pour le développement économique en Europe et en Amérique*. Paris, L'Harmattan.
- de RAVIGNAN F. (1999). "Créer son emploi en milieu rural : une utopie en action", in SERVET J.M (sous la dir.), *Exclusion et liens financiers*. Paris, Economica, pp. 195-200.
- de SOTO H. (1994). *L'autre sentier. La révolution informelle dans le tiers monde*. Paris, La Découverte.
- GALTUNG J., O'BRIEN P. and PREISWERK R. eds. (1980). *Self-reliance. A strategy for development*. London, Bogle-L'Ouverture Publications Ltd.
- GAUDIN T. (1997). *Introduction à l'économie cognitive*. Ed. de l'Aube.
- HETTEN B. and TAMM G. (1971). "The development strategy of Gandhian economics". *Journal of the Indian Anthropological Society*, 6 (1), avril, pp. 51-66.
- <http://squat.net>
- ILLICH I. (1981), *Le travail fantôme*, Paris, Seuil.
- KANTOWSKY D. (1984). "Gandhi -Coming back from West to East ?". *IFDA Dossier*, n°39, janvier-février, pp. 3-14.
- LATOUCHE S. (1993). *La planète des naufragés. Essai sur l'après-développement*. Paris, La Découverte.
- LATOUCHE S. (1998). *L'autre Afrique . Entre don et marché*. Paris, Bibliothèque Albin Michel Économie.
- MAFFESOLI M. (1997), *Du nomadisme*, Paris, Le Livre de Poche.
- MERCHANT C. (1980), *The Death of Nature : Women, Ecology and the Scientific Revolution*, Harper and Row.
- NORBERG-HODGE H. (2002), *Quand le développement crée la pauvreté. L'exemple du Ladakh*, Paris, Fayard.
- PALIER J. (2002), "La microfinance en Inde : des pratiques d'économie solidaire", in SERVET J.M et GUERIN I. (dir.), *Exclusion et liens financiers*, Paris, Economica, pp.67-87.
- PERROT D. (1991). " Les empêchements de développer en rond ". *Ethnies*, n°13, printemps, pp. 4-11.
- RAHNEMA M. (1990), "Swadhyaya : the unknown, the peaceful, the silent yet singing revolution of India". *IFDA Dossier*, n°75-76, janvier-avril, pp. 19-34.
- RIST G. (1996), *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*. Paris, Presses de la FNSP.
- ROUSSELET K. (1996). " Les modes d'adaptation de la société russe ". *Politique étrangère*, 4, pp. 823-33.
- SAHLINS M. (1976), *Âge de pierre, âge d'abondance. L'économie des sociétés primitives*. Paris, Gallimard.
- SERVET J.M (dir.) (1999), *Exclusion et liens financiers*. Paris, Economica.
- TARRIUS A. (2002), *La mondialisation par le bas. Les nouveaux nomades de l'économie souterraine*, Paris, Balland.
- VERSCHAVE F.-X. (1994). *Libres leçons de Braudel. Passerelles pour une société non excluante*. Paris, Syros.
- ZENEIDI-HENRY D. (2002), *Les SDF et la ville. Géographie du savoir-survivre*, Paris, Bréal, coll. D'autre part.